

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

EBOLA : UN QUATRIÈME MORT EN GUINÉE, OÙ LA RIPOSTE SE MET EN PLACE

La fièvre hémorragique Ebola a provoqué hier un quatrième décès en Guinée, où les autorités sanitaires, l'OMS et Médecins sans frontières (MSF) mettent en place la riposte pour éviter le scénario catastrophe de l'épidémie de 2013-2016, qui avait fait plus de 11000 morts en Afrique de l'Ouest.

"Parmi les malades qui étaient hospitalisés à Nzérékoré", en Guinée forestière (sud-est), "nous avons enregistré un décès. Cela porte à quatre le nombre de décès", a déclaré le directeur-général adjoint de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), Bouna Yattassaye.

POUR ESTHER DUFLO, PAS D'URGENCE À REMBOURSER LA DETTE MAIS IL FAUDRA LE FAIRE

L'économiste franco-américaine Esther Duflou, prix Nobel d'économie 2019, s'est déclarée lundi opposée à l'annulation de la dette de la Banque centrale européenne (BCE) qui ferait flamber les taux d'intérêt, mais a prôné le rétablissement d'une "fiscalité progressive" pour la rembourser le moment venu.

Annuler la dette ne générerait "aucun gain puisque de toute façon la dette ne coûte rien pour l'instant, on a tout le temps qu'il faut pour la rembourser et ça peut être fait par une fiscalité adaptée", "sans limiter les dépenses", a déclaré la professeure au Massachusetts Institute of Technology (MIT) sur la radio publique France Inter.

Génocide rwandais : le rôle trouble de la France !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP) Libreville/Gabon

On en sait un peu plus sur le rôle de la France dans le génocide rwandais. Ce pays avait décidé en juillet 1994 de ne pas interpellier les autorités rwandaises de l'époque, selon un télégramme diplomatique de l'époque. Ce document, révélé dimanche par Médiapart, constitue "la pièce écrite manquante, une pièce essentielle du puzzle" sur le rôle de la France au Rwanda. Ainsi, l'ambassadeur Yannick Gérard, alors représentant du Quai d'Orsay au Rwanda dans le cadre de l'opération militaire-humanitaire Turquoise, avait demandé des instructions concernant la présence de responsables génocidaires dans la "Zone humanitaire sûre" contrôlée par les militaires français. "Vous pouvez (...) utiliser tous les canaux indirects et notamment vos contacts africains, en ne vous exposant pas directement, afin de transmettre à ces autorités notre souhait qu'elles quittent la Zone Humanitaire Sûre", lui répond un télégramme "confidentiel diplomatie", daté du 15 juillet 1994.

"Vous soulignerez que la communauté internationale et en particulier les Nations Unies devraient très prochainement déterminer la conduite à suivre à l'égard de ces soi-disantes autorités", poursuit le texte, en évoquant l'ancien ré-



Photo:AFP

Malgré la présence de la force turquoise, le génocide n'a pu être empêché.

gime de Kigali replié à Cyangugu (sud-ouest), sur la frontière avec le Zaïre (devenu RD Congo). "Conformément à la volonté du président de la République, un travail est actuellement conduit par une commission d'historiens et de chercheurs, présidée par Vincent Duclert", qui "bénéficie d'un accès à l'ensemble des archives françaises disponibles relatives au Rwanda entre 1990 et 1994 et rendra son rapport avant

le 7 avril", a réagi hier le ministère français des Affaires étrangères. A noter que, selon l'ONU, environ 800 000 personnes, essentiellement dans la minorité tutsi, ont été tuées en trois mois lors de massacres déclenchés après l'attentat contre l'avion du président Habyarimana le 6 avril 1994. L'opération Turquoise était une intervention militaire-humanitaire lancée par Paris, sous mandat de l'ONU entre juin et

août de la même année. Le télégramme provient des archives de Bruno Delaye, le conseiller Afrique du président François Mitterrand, selon François Graner, proche de l'association Survie, engagée contre la "Françafrique". La justice administrative française a autorisé en juin M. Graner à consulter les archives présidentielles sur le Rwanda, au cœur de la controverse.

Le télégramme qui enfonce le clou

J.O. (sources : AFP) Libreville/Gabon

Alors que Paris a toujours nié avoir joué un rôle dans le génocide rwandais, le Quai d'Orsay, dirigé à l'époque par Alain Juppé, au courant, a plutôt laissé faire, selon le télégramme. Celui-ci est signé de Bernard Emié, conseiller du chef de la diplomatie française, aujourd'hui patron de la DGSE.

Ainsi, "la révélation de ce télégramme pose de nou-

veau la question du véritable rôle de l'armée française déployée au Rwanda, notamment de l'opération Turquoise", a réagi Me Eric (BIEN Eric) Plouvier, avocat de Survie. L'enquête judiciaire sur Turquoise, accusée par des survivants d'avoir sciemment abandonné des centaines de Tutsis, massacrés dans les collines de Bisesero (ouest) fin juin 1994, n'a toujours pas été tranchée par les juges.

"On peut se demander si le réel objectif des armées n'étaient pas de servir cette

+stratégie indirect+ d'appui au pouvoir génocidaire recommandée au président Mitterrand par Christian Quesnot", son chef d'état major particulier, dans une note du 6 mai 1994, a ajouté Me Plouvier.

"En 2021, nous sommes toujours confrontés à une autorité judiciaire qui plie le genou face à des militaires et refuse d'aller enquêter au cœur du pouvoir où les décisions ont été prises". Le Premier ministre de l'époque Edouard Balladur a annoncé début janvier l'ou-



Les autorités françaises de l'époque étaient au courant.

Photo:AFP

verture prochaine de ses archives sur le Rwanda. Dans sa déclaration, M. Balladur a affirmé que l'opération Tur-

quoise avait "assuré la sauvegarde des victimes quelles qu'elles soient, et dissuadé la poursuite des violences".